

Lettre ouverte du MRJC suite aux évènements du 13 Novembre 2015

Publié le 18 novembre 2015 par Etienne Lozay

Suite aux évènements dramatiques ayant eu lieu à Paris et Saint Denis, le MRJC écrit une lettre ouverte au Président et au Premier Ministre.

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre,

Nous sommes des responsables d'un mouvement de plus de 7000 jeunes de 13 à 30 ans. Nous avons été meurtris comme de nombreux français par les événements de la soirée du 13 novembre, comme par ceux de Beyrouth le 12. Habitant pour la plupart à Saint Denis, nous tenons à saluer l'intervention de la Police aujourd'hui et de son effort pour la mise en sécurité des habitants.

L'émotion est encore grande dans la nation et dans notre association, cette émotion est même parfois doublée d'une peur que beaucoup découvrent pour la première fois de leur vie : la peur de la guerre, de la menace permanente, ou la peur du hasard qui peut frapper à n'importe quel coin de rue. Cette peur n'est pas à nier, elle demande et réclame de la fraternité et du dialogue pour lui faire face.

Pour autant, nous n'avons pas peur de regarder la réalité de notre société : la haine est le fruit de la misère, de toutes les misères. La misère économique qui peut conduire à la frustration vengeresse dans notre société de consommation ; la misère sociale dans la faiblesse ou la dureté des rapports humains subis au travail, à l'école, au village, dans le bus ou à Pôle emploi ; la misère culturelle dans la compréhension de l'autre ; la misère éducative générée par ceux qui suppriment les formations d'enseignants, d'éducateurs.

Et nous gardons l'espoir d'une autre société, d'autres rapports humains où la dignité de chaque homme et de chaque femme est respectée, où la possibilité de vivre en paix chez soi n'est pas utopie mais réalité concrète. Et la peur ne nous fera pas perdre cet espoir.

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre,

Nous sommes déçus, peiné, attristé et en colère : oui, nous attendions de votre part un discours dans le même ton que celui du Premier Ministre norvégien, Jens Stoltenberg après les attentats d'Oslo en 2011 : *« Nous devons montrer que notre société ouverte peut faire face à cette épreuve. Que la meilleure réponse à la violence est encore plus de démocratie. Encore plus d'humanité. Mais jamais de naïveté. C'est quelque chose que nous devons aux victimes et à leurs familles. Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance. »* Nous voulions un message d'amour et de vivre ensemble.

Au lieu de cela, nous n'avons entendu qu'appel à la guerre, appel à l'état d'urgence, appel à plus de pouvoirs pour la police, appel à une répression que vous nommez « *impitoyable* ». Nous n'avons entendu que « *terrorisme de guerre* », un terme flou, comme s'il pouvait exister un terrorisme de paix.

Nous le proclamons : ne créez pas de nouvelles guerres, ne créez pas de nouvelles frontières, ne franchissez pas une nouvelle marche dans l'escalade de la vengeance et de la violence. Tirons les conclusions des différentes guerres du XXe siècle. N'avons nous pas connu suffisamment d'impasses ? Ne rajoutez pas de la guerre à la guerre !

Aujourd'hui, 66 millions de Français ont chacun leur analyse et leurs idées : pourquoi ne pas en profiter ? Pourquoi ne pas ouvrir des espaces de débats dans tous les quartiers et les villages ? Pourquoi ne pas

banaliser des demi-journées en entreprise ou à l'école, pour permettre à chaque citoyen d'apporter sa pierre dans la construction d'une solution moins coûteuse en vies humaines ?

Ce pari du débat démocratique, qui mobilise tous les citoyens, peut faire émerger à froid d'autres solutions que celles prises à chaud. Nous citoyens, nous refusons d'acter la fatalité de la guerre comme seul moyen de résolution des conflits dans une société humaine. Les associations d'éducation à la paix et à la solidarité internationale ne peuvent-elles pas être sollicitées pour animer ce débat ?

En tant qu'association d'éducation populaire, nous sommes prêts à nous engager dans ce débat : déjà nous ouvrons des espaces lors de notre Assemblée Générale ce week-end, et nous ouvrons nos temps d'animation auprès des jeunes pour leur permettre de s'exprimer. En tant qu'association, nous sommes prêts à répondre aux appels lancés par de nombreuses autres organisations qui souhaitent construire et préparer la paix sur notre territoire comme dans les zones de combats. Pour cela, n'oublions pas l'importance de soutenir les populations qui résistent au quotidien sur les territoires en guerre.

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, vos responsabilités sont grandes, beaucoup plus grandes qu'un article constitutionnel. Stoppez cette escalade meurtrière et pensez aussi à ce que l'Histoire retiendra de votre action politique : la France, pays de guerre ou pays de liberté et de paix ? Et pour vous Messieurs, Hommes de guerre ou Hommes de Paix ?

Pour le Bureau National du MRJC, le Président,

Simon Besnard